



« Ces actions doivent s'inscrire dans une démarche politique globale, avec un sens à donner à la propreté de la ville, lié au respect de l'environnement mais aussi à la fierté des habitants d'avoir une ville propre et accueillante. »

*Entretien avec **Claude Presle**, directeur adjoint de la propreté du Grand Lyon.*

Interview réalisée par Geoffroy Bing et Brigitte Yvray-Danguis-novembre 2005

La propreté, c'est le service public le plus visible pour les habitants, comment votre direction assume-t-elle cet enjeu d'image pour le Grand Lyon ?

Aujourd'hui, nous faisons face à un paradoxe : une exigence accrue des citoyens en contradiction avec des comportements inciviques de plus en plus fréquents. De plus, la propreté est un sujet délicat car il est éminemment subjectif : ce qui paraît propre pour une personne ne l'est pas forcément pour une autre.

De ces deux constats découlent plusieurs conséquences. Tout d'abord, nous passons beaucoup de moyens humains et matériels à faire disparaître les incivilités de quelques-uns. Les dépôts sauvages, par exemple, représentent 50 à 60% des réclamations que nous recevons. Ces matelas, ces meubles ou ces cartons, dont nous devons nous occuper, coûtent 6 fois plus cher à la collectivité que s'ils étaient apportés en déchèterie. Qui plus est, ils représentent une part importante du travail de nos équipes. De plus, la propreté est très subjective : une rue où les vitrines sont laissées à l'abandon, où les immeubles sont tagués accentuera l'image de saleté.

Je suis le premier à reconnaître que nous devons continuer à faire des efforts mais je ne peux pas partager certains propos pessimistes sur l'état de propreté général du Grand Lyon.

Nos agents font un travail de qualité : ils sont près de 1000 sur toute la Communauté urbaine à faire en sorte que, chaque jour, l'habitant trouve une ville propre. Leur travail doit être souligné. D'autant plus que l'on oublie parfois l'importance de leur intervention : après des événements festifs tels que la Fête de la musique, le 8 décembre, ou encore les Guinguettes, les rues sont souvent jonchées de déchets. L'intervention des agents du nettoyage doit donc se faire dans les plus brefs délais... et souvent au milieu de la nuit !

Comment imaginez-vous l'avenir de la direction de la propreté à moyen terme, quelles sont les évolutions à envisager, compte tenu de l'exigence croissante des habitants et des élus sur l'état de propreté des villes de l'agglomération ?

Notre enjeu, pour les années qui viennent, est d'arriver à améliorer notre efficacité, et proposer ainsi un service public de qualité sans augmenter les coûts. C'est ça notre vrai pari !

A coût financier, égal nos pistes d'amélioration portent sur plusieurs points : d'abord sur l'amélioration de notre organisation, nous travaillons sur une meilleure complémentarité de nos moyens manuels et mécanisés sur le terrain. Nos efforts portent également sur une meilleure formation des agents concernant la sécurité (la leur et celle des citoyens) et sur l'importance des objectifs qu'ils ont à atteindre car ils sont les premiers ambassadeurs de la propreté sur le Grand Lyon. Par ailleurs, nous travaillons sur le renouvellement de nos

véhicules de nettoyage pour améliorer la quantité et l'efficacité de nos prestations. A titre d'exemple, nous avons repris l'ensemble de nos circuits mécanisés pour les porter de 15 à 35 km traités par jour.

Enfin, nous assurons une meilleure définition des prestations confiées aux entreprises et un contrôle plus soutenu de leur travail, notre objectif étant de les associer à la propreté de la ville.

Comment imaginez-vous le travail de prévention et de sensibilisation pour que chacun prenne conscience que la propreté de la ville, c'est l'affaire de tous ?

Il me semble qu'il y a là un travail de fond à réaliser, en corrélation avec ce qui est fait en matière de développement durable. Le lien est évident : sensibiliser les habitants au fait qu'abandonner des solvants ou des peintures dans la nature est à la fois dangereux pour l'environnement et grève le budget de la collectivité. De la même manière, trier ses déchets permet d'une part de protéger l'environnement et d'autre part de maîtriser leurs coûts de traitement. En somme, il faut faire prendre conscience aux habitants que le manque de respect coûte cher : si l'on veut à la fois avoir des villes plus propres et à moindre coût, tout un chacun doit faire des efforts.

Toutes les structures et institutions qui se révèlent être des relais auprès des habitants peuvent continuer à nous appuyer dans cet objectif. De fait, ce sont des actions de proximité que nous menons en mobilisant les mairies, les écoles et les associations.

L'action menée avec la mission animalité urbaine de la direction de la propreté relève de cette logique. En la matière, l'enjeu consiste à inciter les propriétaires d'animaux à les éduquer, notamment sur la question des déjections canines. Il faut aussi faire en sorte que les non-possesseurs d'animaux soient plus tolérants vis-à-vis de ceux qui en ont. Les propriétaires d'animaux doivent aussi assumer le ramassage des déjections si les rues et les trottoirs sont souillés.

Ce travail d'éducation peut-il être relayé par le personnel de la propreté, présent dans les rues ?

Oui et non ! Oui, parce que les agents sont soucieux du travail qu'ils accomplissent et veulent que ce travail soit respecté. Mais, a contrario, leur mission première d'entretien doit être assurée. Le travail de proximité, de communication prend du temps, ils ne peuvent pas tout assumer.

Les actions de prévention et d'éducation sont-elles suffisantes ?

Certes, ces actions commencent à porter leurs fruits, mais je pense que nous pouvons encore les accentuer. Pour cela, nous allons lancer en 2006 des enquêtes de satisfaction, par quartier, afin de mieux cibler nos actions de communication de proximité. En parallèle, nous lancerons, d'ici fin 2006, une campagne de propreté sur toute la Communauté urbaine. C'est grâce à toutes ces actions, au quotidien et de plus grande envergure, que nous parviendrons petit à petit à faire évoluer les comportements.

Vous avez évoqué le lien entre Propreté et développement durable, la filiation semble en effet naturelle, pouvez-vous nous en dire un peu plus ?

De plus en plus, nous menons des actions qui vont dans le sens d'une préoccupation du respect de l'environnement. Je peux vous citer quelques exemples. L'hiver, pour le déneigement nous limitons désormais l'usage du sel - le sel est nuisible aux arbres, aux

stations d'épuration etc.-. Autre illustration, nous menons des actions de désherbage manuel et thermique systématiques pour éviter l'usage des pesticides et herbicides, néfastes pour la santé. Enfin, nous travaillons également à une meilleure gestion de l'eau utilisée pour le lavage des rues. Celle-ci est indispensable mais doit être utilisée de manière raisonnée.

Sur ces questions, nous progressons dans plusieurs directions mais avec un fil conducteur qui est le respect des valeurs du développement durable, surtout en matière d'environnement. Ces démarches donnent un sens différent à notre action.

Nous avons franchi des étapes importantes en modifiant nos approches et pratiques professionnelles, mais je pense que désormais nous pouvons aller au-delà. Ces actions doivent s'inscrire dans une démarche politique globale, avec un sens à donner à la propreté de la ville, liée au respect de l'environnement mais aussi à la fierté des habitants d'avoir une ville propre et accueillante.

Cela suppose cependant un changement d'appréhension du métier, un relais différent à assurer par les élus. En ce sens le travail de la mission animalité urbaine est exemplaire, car il nous prouve que si l'on aborde un problème technique avec des représentations et des façons de faire différentes, on parvient à de meilleurs résultats. Il faut sortir de la logique de base qui est propreté, égale « compétence du Grand Lyon », égale « nettoyage » !

La propreté des espaces publics repose donc sur la coopération entre le travail réalisé par les équipes du Grand Lyon et un comportement respectueux et responsable des usagers de ces espaces. C'est ensemble que nous parviendrons à une ville propre et agréable.

Dernière question, pourquoi y a-t-il des processus de nettoyage différenciés selon les zones ?

C'est bien sûr une question d'efficacité. 300 000 personnes empruntent chaque jour la rue de la République ; il est normal qu'elle soit nettoyée plusieurs fois par jour. Inversement, une zone rurale peu fréquentée sera nettoyée une fois par semaine. Autre exemple, Place des Terreaux, nous ramassons souvent des bris de verre, c'est un endroit touristique ; nous ne pouvons pas laisser les choses en l'état, une politique de gestion différenciée de la propreté s'avère donc indispensable.